

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 24/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



PURFER

RD 147 - Quartier de la Gare
69780 ST PIERRE DE CHANDIEU

Références : UD-R-SSDAS-22-171-LL

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2022 dans l'établissement PURFER implanté RD 147 - Quartier de la Gare 69780 ST PIERRE DE CHANDIEU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite fait suite à l'incendie du dimanche 12 juin 2022, survenu dans le stock de ferraille à broyer (FAB) accumulé durant la semaine précédente. C'est le deuxième incendie important de ce stock, le précédent datant du samedi 14 octobre 2017. Il faut signaler également l'événement du mercredi 28 juillet 2021, en heures ouvrées, consistant en un incendie éclair au niveau de la zone de stockage Aluminium. Cet événement a fait l'objet d'un rapport circonstancié du BEA-RI (bureau enquête accident sur les risques industriels), publié le 18 mai 2022.

Lors de la présente visite, l'exploitant ne dispose pas de nouvelles informations sur l'origine du sinistre. Le feu s'est déclaré à environ 2 m de hauteur, dans le tas de FAB. La semaine ouvrée précédant l'incendie comportait le lundi de pentecôte, sans livraisons, et une activité de livraison en partie reportée sur les 4 jours restants. Le rythme de livraison de FAB varie entre 600 et 1000 t / j. Le dimanche 12 juin matin à 10h00, l'alerte a été donnée par le gardien du site, qui avait bien fait sa ronde à 8h. L'intervention rapide du gardien puis des services de secours a probablement contribué à la maîtrise relativement rapide de cet événement, en comparaison de temps d'intervention plus longs en 2017.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER
- RD 147 - Quartier de la Gare 69780 ST PIERRE DE CHANDIEU

- Code AIOT dans GUN : 0006104072
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED – MTD Traitement des déchets

La société PURFER exploite dans la zone industrielle de SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU des installations de transit, de tri, de regroupement et de broyage de ferraille et métaux.

Elle reçoit notamment sur son site :

- des déchets de métaux ferreux et non ferreux,
- des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE),
- des véhicules hors d'usage (VHU) en provenance de centres agréés VHU ou de particuliers (la société PURFER est elle-même centre agréé VHU),

Le site PURFER s'étend sur 6,29 ha (62 981 m²), avec son flanc nord situé le long de la voie ferrée Lyon-Grenoble. L'entreprise emploie actuellement une quarantaine de personnes en 1 équipe. Historiquement, le site a comporté une fonderie de Zamak (mélange zinc et alu), dont la cessation d'activité ICPE date de 1999. L'activité principale actuelle est liée à la présence d'un broyeur de forte capacité (100 t par heure), depuis 1969.

L'ICPE PURFER est classée sous le régime de l'autorisation depuis juillet 2000. Les principales rubriques ont été mises à jour par arrêté préfectoral complémentaire (APC) en 2014 : 2712, 2713, 2714, 2718, 2790 et 2791. En 2014, une mise à jour du classement ICPE est actée par arrêté préfectoral complémentaire et attribue l'ensemble de la surface du site à la rubrique 2713.

Environ 190 000 t par an de déchets métalliques sont traités par le broyeur principal, suivi d'opération de tri post-broyage, dont il résulte des métaux ferreux, des métaux non ferreux, des fractions plastiques, des fractions combustibles, des inertes et des résidus ultimes. La société est par ailleurs agréée pour la dépollution des VHU et pour leur broyage (dernier arrêté d'agrément : 20 juillet 2018).

Une autre partie des déchets métalliques est réceptionnée puis entreposée par catégorie, sans autre action que le regroupement pour massification. Des lots de 25 tonnes ou plus sont constitués avant chargement d'un semi-remorque et expédition vers la fonderie ou autre site de recyclage final.

Lors de la présente inspection, le site n'est pas en conformité exigée par la Directive IED, avec notamment la réduction des poussières et une meilleure gestion des eaux. Des travaux importants sont à réaliser au regard de l'échéance IED du 17 août 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Contrôle visuel des déchets réceptionnés	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13, III	/	Mesures d'urgence
hauteur du stock principal de ferraille à broyer	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13, III	/	Mesures d'urgence
actualisation de l'étude de dangers	AP de Mesures d'Urgence du 17/08/2021, article 13, III	/	Mise en demeure
Etat de la dalle béton	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6 bis	/	Lettre de suite préfectorale
Dimensionnement du bassin de rétention des eaux d'incendie et d'orage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11, IV	/	Mise en demeure

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Consommation d'eau de forage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	/	Sans objet
contrôle des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 17/07/2000, article 4.10	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Stocks présents sur site ce 14 juin	Arrêté Préfectoral du 17/07/2000, article 1	/	Sans objet
Gestion des eaux d'extinction de l'incendie du 12 juin 2022	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11, IV	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incendie du dimanche 12 juin 2022 a montré une nouvelle fois les risques associés à un départ de feu hors heures ouvrées dans le stockage principal du site, à savoir la ferraille à broyer.

Le site PURFER a engagé une démarche de mise en conformité réglementaire IED grâce à un projet de modernisation par étape de son activité de broyage. Les travaux vont s'étaler jusqu'à l'été 2023. Dans l'immédiat, l'Inspection propose à Monsieur le préfet :

- un arrêté de mesures d'urgence afin de limiter chaque fin de journée d'une part la hauteur du tas de ferraille le plus à risque, à moins de 6 m de hauteur et d'autre part le tonnage total de ce stockage journalier, au plus à 2000 t.

- un arrêté de mise en demeure afin d'obtenir l'étude de dangers actualisée ainsi que le calcul de dimensionnement du ou des bassins de rétention d'eau au regard de l'activité du site.

D'autres points de non-conformité font l'objet d'une lettre préfectorale laissant un délai de 3 mois pour la réponse de l'exploitant. Enfin, des résultats d'analyse sont demandées dans un délai de 15 jours.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Stocks présents sur site ce 14 juin

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2000, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : batteries Pb : max 50 t D3E : max 3000 m ³ pneus et broyats : max 3000 m ³
<p>Constats : L'exploitant a fourni un état des stocks en date du 14 juin. Les stocks de D3E, pneus et broyats sont inférieurs au maximum autorisé. Le stock de batteries Pb est de 33 t donc en deçà des 50 t autorisées. Par contre l'Inspection a constaté des conditions de stockage non conforme de ces batteries :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en extérieur, 30 palettes filmées et sans emballage homologué, en provenance d'un fournisseur ayant effectué 8 livraisons successives. L'exploitant indique une situation exceptionnelle liée aux difficultés de réception chez RECYLEX. L'Inspection rappelle que ce stock doit impérativement être stocké à l'abri et dans des emballages étanches. L'exploitant s'engage à ne pas répéter cet écart. <p>Le stock de FAB – ferraille à broyer - au moment de l'incendie est estimé par l'exploitant à 2154 t. L'exploitant indique le déclenchement d'une alerte interne de « surstock » à partir de 2750 t de FAB sur site. La capacité du broyeur, à 100 t / h ou 800 t / j, permet de faire varier considérablement le stock de FAB.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle visuel des déchets réceptionnés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13, III
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant « réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; »
<p>Constats : L'exploitant a fourni à l'Inspection le registre des déchets entrants de la semaine 23. Le rythme de livraison de ferraille à broyer (FAB) varie entre 600 et 1000 t / j. Le vendredi 10 juin, le site a reçu 95 apports distincts pour un total de 850 tonnes. A ce rythme, le temps de contrôle visuel au sol, avant ajout dans le tas de FAB, semble très limité, les apports ayant lieu sur une durée très courte estimée à 5 heures par l'exploitant. En cas de présence d'une trottinette électrique ou d'une batterie d'appareil électroportatif dans une benne de ferraille de déchetterie municipale, dans les conditions actuelles d'exploitation, il est possible que ces « intrus » soient ajoutés au sein du tas de ferraille à broyer.</p> <p>L'Inspection rappelle à l'exploitant l'obligation de modéliser plusieurs scénarios de départ de feu lors de l'actualisation de l'étude de danger. Les mesures de maîtrise des risques devront être abordées. Dans l'attente de l'étude de dangers actualisée, l'arrêté de mesures d'urgence prescrit le renforcement du contrôle visuel par étalage au sol des bennes de ferraille de déchetterie avant l'ajout de ces apports dans le stock de ferraille à broyer.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence, prescrites par arrêté préfectoral.

Nom du point de contrôle : hauteur du stock principal de ferraille à broyer

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13, III
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : « La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. »
Constats : Sur ce site, la hauteur de 6 m maximum n'est pas respectée pour le stock de ferraille à broyer. L'exploitant indique que le stock appartenant au broyeur principal relèverait de la rubrique 2791-A car intrinsèquement lié au traitement opéré par le broyeur. La rubrique 2791-A n'est pas encadrée par un arrêté ministériel fixant une hauteur maximum de stock. L'Inspection ne partage pas cette analyse aussi longtemps que l'étude de danger n'est pas à jour. L'alimentation du broyeur par la grue fixe SERAM permet de gérer des hauteurs de tas de plus de 10 m de haut. Suite à l'incendie précédent du 14 octobre 2017, une étude technico-économique de dimensionnement du bassin de retenue des eaux d'extinction d'incendie a été faite. Cette étude TAUW 2018 identifie bien la hauteur de 6 m maximum dans le calcul théorique du volume d'extinction. L'exploitant reconnaît ne pas respecter cette hauteur, compte tenu de la puissance des outils dont il dispose. Cet état de fait semble refléter une pratique usuelle s'agissant des importants sites de broyage de ferraille comme celui ci. Les retours d'expérience des incendies de 2017 et 2022 au sein du même stock de FAB semblent indiquer que la hauteur effective du tas renforce les risques de départ d'incendie. De façon certaine, cette hauteur complique les conditions d'intervention des services de secours. De plus, les 2 événements présentent certains points communs : ils ont eu lieu pendant le week-end et font suite à des accumulations importantes, en quantité et en hauteur de tas : - en 2017, l'incendie fait suite à 2 jours d'arrêt de fonctionnement du broyeur sans que les réceptions de FAB n'aient cessé ; l'incendie se déclenche le vendredi soir à 23h45 au sein du tas accumulé les jours précédents. - en 2022, la semaine précédant l'incendie comporte 1 jour sans apport (le lundi de pentecôte) et une intense activité d'apports dans les 4 jours suivants. Le stock du vendredi soir, donné à 2 154 t par l'exploitant, n'est pas exceptionnellement élevé mais le rythme des entrées sur les 4 jours ouvrés de la semaine, conduit à une accélération des opérations de dépotage / reprise au grappin et mise en tas, gênante pour la détection des intrus. L'incendie se déclenche le dimanche matin à 2 m de hauteur au milieu du tas. Dans ces conditions et compte tenu : - des risques accrus d'incendie durant la période estivale, - des risques de contamination du milieu naturel (nappe d'eau souterraine en amont) en cas de non-rétention d'eaux d'extinction d'un nouvel incendie, - du remplissage à 90% du bassin de rétention des eaux d'incendie lors de l'incendie du 12 juin 2022, l'Inspection propose à monsieur le Préfet du Rhône de prendre un APMU (arrêté de prescription de mesures d'urgences) imposant à l'exploitant de respecter une hauteur maximale de tas de FAB et une quantité maximale aussi longtemps que l'étude de dangers n'est pas mise à jour s'agissant de cet entreposage avant broyage. Une proposition d'APMU est jointe au présent rapport. La hauteur du tas à respecter est fixée à au plus 6 m chaque soir et le stock maximum de FAB est fixé à 2000 t au regard de l'étude technico-économique sus-mentionnée de dimensionnement du bassin de rétention et au regard du premier retour d'expérience de l'incendie du 12 juin 2022.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence, prescrites par arrêté préfectoral.

Nom du point de contrôle : actualisation de l'étude de dangers

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 17/08/2021, article 13, III
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : « La société PURFER, implantée à Saint Pierre de Chandieu transmet à l'inspection des installations classées à compter de la notification du présent arrêté : (...) • sous un délai de 6 mois la mise à jour de son étude de danger conformément à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 et à l'article L. 181-25 du code de l'environnement. »
Constats : Suite à l'évènement du 28 juillet 2021, le rapport d'inspection du 4 août 2021 et l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence (APMU) du 17 août 2021 donnait à l'exploitant 6 mois pour la reprise complète de l'étude de dangers, soit avant le 6 février 2022. L'exploitant indique travailler avec le cabinet ICO Environnement à ce sujet, en lien avec le projet de modernisation du site, en cours en 2022. L'Inspection rappelle la nécessité d'identifier chaque stock / îlot de stockage séparément. L'Inspection constate que l'exploitant n'a pas actualisé son étude de dangers dans le délai fixé au 6 février 2022. Celui-ci souhaite en effet revoir l'étude de dangers au regard des importants travaux de modernisation prévus. L'Inspection des installations classées rappelle à l'exploitant la nécessité de mettre en oeuvre des moyens matériels et humains adaptés et suffisants au regard des risques identifiés sur son installation et explicités dans son étude de dangers mise à jour. A ce titre, l'Inspection des installations classées propose une mise en demeure afin que l'exploitant mette à jour son étude de danger dans un délai de 2 mois.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure

Nom du point de contrôle : Etat de la dalle béton

Référence réglementaire : Arrêté du 2 février 1998, article 6 bis
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : "IV.-a) L'exploitant prend toute disposition appropriée pour protéger le sol et les eaux souterraines. Il entretient et surveille à intervalles réguliers les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte-rendu des opérations de maintenance, entretien et étanchéité des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc.)"
Constats : L'exploitant indique vouloir constater l'état de la dalle une fois le tas de ferraille vidé. L'exploitant indique vouloir vérifier l'ensemble des réseaux dans les travaux de modernisation prévus. Les travaux prévus en 2022/23 incluent la reprise de différentes portions de dalle.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale. L'Inspection rappelle à l'exploitant d'inclure un état des lieux complet des surfaces actives et réseaux d'eau dans le porter à connaissance relatif à la modernisation du site. Cet état des lieux doit inclure un contrôle vidéo des canalisations enterrées dont celle en sortie de bassin et acheminant les eaux vers l'Est dans le système de gestion des eaux de la zone industrielle.

Nom du point de contrôle : Gestion des eaux d'extinction de l'incendie du 12 juin 2022

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11, IV
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : « Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. »
<p>Constats : Le site dispose d'un bassin de rétention conçu avant 2000 et muni de pompes de relevage. La capacité du bassin, 818 m³, a été estimée en 2018 via une étude technico-économique demandée par l'Inspection suite à l'incendie du 14 octobre 2017. L'exploitant indique que le bassin est systématiquement maintenu vide. En exploitation habituelle, le rejet se fait vers la station d'épuration de Saint Fons. Le dernier épisode pluvieux important avant l'incendie date du 8 juin 2022, avec un cumul de 22 mm d'eau en 24h enregistré à la station météo de Bron. Appliqué à la surface active du site PURFER, soit 47 854 m², le volume d'eau à traiter était d'environ 1000 m³ pour cet épisode pluvieux. Selon les explications données par l'exploitant, le bassin était vide au moment du départ de l'incendie, 4 jours après cet épisode pluvieux.</p> <p>Durant l'incendie du 12 juin 2022, l'exploitant a fermé la vanne de vidage du bassin. En date du 14 juin 2022, l'Inspection a pu constater que le bassin était rempli à son niveau maximum. Bien que l'exploitant ou l'Inspection n'aient pas connaissance du détail des quantités d'eaux utilisées par les pompiers, les eaux du bassin sont celles résultant de l'extinction de l'incendie, soit environ 850 à 900 m³ (bassin et autres eaux en charge dans le dégrilleur amont et canalisations).</p> <p>Un échantillon a été prélevé le lundi matin par l'exploitant. Les résultats complets, qui lui sont parvenus le mercredi après midi et ont été immédiatement transmis à l'Inspection, ont permis de reprendre le rejet 4 jours après l'événement, soit le jeudi 16 juin matin. En cas d'un épisode pluvieux faisant suite à l'incendie, le site aurait été dans l'incapacité de traiter sur site l'excédent d'apport d'eaux de ruissellement au bassin. Cela pose la question du dimensionnement du bassin, abordée dans le constat suivant.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dimensionnement du bassin de rétention des eaux d'incendie et d'orage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11, IV
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : « Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. »
Constats : Le volume du bassin actuel ne correspond pas à une étude exhaustive des risques causés par les eaux d'extinction d'incendie et celles provenant d'un d'orage sur le site.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure. L'Inspection demande à l'exploitant dans un délai de 2 mois le porter à connaissance de modernisation du site incluant les mesures pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. A ce titre, il justifiera le dimensionnement du bassin de rétention existant et/ou à créer au regard des différents événements à prendre en compte dans son étude de dangers actualisée, en y incluant les événements de type "eaux de pluie s'additionnant aux eaux d'extinction incendie". Dans la mesure où le volume du bassin de récupération des eaux d'extinction incendie n'est pas suffisant au regard des conditions d'exploitation actuelles, l'exploitant proposera de limiter son activité en conséquence.

Nom du point de contrôle : Consommation d'eau de forage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : « Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats : Le site dispose de 2 puits de pompage d'eau de nappe, munis de compteur. Le puits n°1, au centre du site, est utilisé par le gardien en cas de forte chaleur et aussi en 1ère intervention comme lors de l'événement du 12 juin.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites. L'Inspection demande à l'exploitant la transmission sous 15 j des 12 derniers relevés mensuels de comptage de chacun de ces puits.
Proposition de suites : sans objet

Nom du point de contrôle : contrôle des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2000, article 4.10
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : « une synthèse annuelle des résultats obtenus est envoyée à l'inspection des installations classées »
Constats : Le site comporte 2 piézomètres. L'Inspection dispose des rapports annuels d'analyse jusqu'en 2020 mais pas des résultats de 2021.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites. L'Inspection demande à l'exploitant la transmission sous 15 jours des données 2021.
Proposition de suites : Sans objet